

Macri: Sa carte de présentation de corruption



Tiré de Cubasi

Le président argentin, Mauricio Macri s'avère impliqué dans des activités de corruption qui ont eu pour théâtre le Panama.

Une dépêche de l'agence de presse espagnole EFE datée de Buenos Aires nous apprend qu'un procureur argentin, Federico Delgado, sera chargé de l'enquête sur le chef de l'État argentin. La raison? Son nom figure sur les «papiers de Panama», le grand scandale international de corruption connu sous son nom en anglais «Panama Papers» qui a révélé, entre autres choses, l'évasion de paiements d'impôts sur les revenus. Dans un langage enchevêtré de toute évidence mal intentionné, il nous est expliqué que le président sud-américain a pu commettre une «omission de données à l'heure de remplir le formulaire de sa déclaration sur les revenus.

Quand? A la suite de sa participation à une entreprise constituée aux Bahamas.

Pour défendre Macri, son chef de cabinet, Marcos Peña a rétorqué aux accusations, en affirmant dans des déclarations à la presse que le président argentin «ne détient ni comptes ni actifs non déclarés» et qu'il «n'a rien à cacher.»

Cependant, l'entreprise liée à Macri aux Bahamas avait été passée sous silence jusqu'à ce que les Papiers du Panama ou Panama Papers l'aient sortie du noir.

«Nous devons déterminer si le président Macri a omis déclarer sa participation auprès de l'Administration fédérale des Revenus publics, (le fisc argentin) et auprès de l'Office anti-corruption, pour après définir si une telle évasion a été malintentionnée» a déclaré le procureur Federico Delgado, à la station Radio Continental et à d'autres médias.

Ce dernier avait confirmé la demande auprès du juge fédéral Sebastian Casannello pour ouvrir une enquête après que le député Norman Martinez eut dénoncé Macri.

L'enquête doit porter sur le rôle du président argentin dans les sociétés Kagemusha et Fleg Trading, constituées dans des îles des Caraïbes.

Ces deux sociétés figurent dans les documents du cabinet des avocats Mossack Fonseca, dans la capitale panaméenne, filtrés aux médias.

Mais le député Martinez a également exigé d'enquêter sur l'activité de ces deux entités, sur leur domaine d'affaires et de déterminer si le président, en tant que partenaire, s'est mêlé à des affaires troubles.

Norman Martinez a précisé: «Ce sont deux grandes dimensions: Primo, l'omission de données dans sa déclaration de revenus. Secundo, déterminer si dans les sociétés mentionnées il y a eu des irrégularités et puis, si dans ces manigances le président Mauricio Macri a pris part oui ou non»

Cela fait trois jours, le gouvernement argentin a émis un communiqué dans lequel il essayait d'éclaircir que Macri n'a pas pris part au capital de Fleg Trading.

C'est la première entreprise qui a été révélée, entreprise qui d'ailleurs a été fondée par le père du président, Franco Macri, d'origine italienne.

Au lendemain de la révélation par la presse que le nom de son fils Mauricio figurait au conseil de direction de la compagnie, Franco a prétendu qu'il s'agissait seulement d'une «simple formalité.»

Cependant, d'après les versions de la presse, une boule de neige a commencé à rouler et des voix s'élèvent un peu partout pour exiger la démission du président argentin.

Ce dernier, soit dit en passant, a mis des milliers de travailleurs dans la rue, décrété la hausse des tarifs de plusieurs services comme l'électricité de plus de 400%.

Une excellente carte de présentation pour un milliardaire non étranger aux pires jours de l'histoire récente en Argentine. Une histoire qui semble revenir maintenant sous le gouvernement Macri.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/90256-macri-sa-carte-de-presentacion-de-corruption>



Radio Habana Cuba